

Un de

LETTRE

A

L'HONORABLE

EDWARD BOWEN, Ecuyer,

Un des Juges de la Cour du Banc du Roi de Sa Ma-
jesté pour le District de Québec.

Natura enim Juris explicanda est nobis, atque ab hominis repetenda natura : considerandæ leges quibus civitates regi debeant : tùm hæc tractanda quæ composita sunt et descripta jura et jussa populorum ; in quibus ne nostri quidem populi latebunt, quæ vocantur, jura civilia.

Nous expliquerons la nature du Droit, et nous en chercherons les sources dans la nature de l'homme : nous examinerons d'après quelles lois se doivent gouverner les états : nous parlerons ensuite des droits que les peuples acquièrent par des pactes ou en vertu de lois écrites, et des devoirs que ces droits leur imposent, et nous rangerons sous ce dernier chef les droits civils de notre pays.

CICÉRON, Traité des Loix, liv. I.

PAR UN ETUDIANT EN DROIT.

MONTREAL:

IMPRIME' PAR JAMES LANE.

1825.

PROVINCE DU BAS-CANADA, }

District de Québec, }

DANS LE BANC DU ROI,

A Kamouraska, le 1er jour de Juillet, 1825.

FIRMIN BOIS, Demandeur, } Le Writ étant en françois, au lieu
vs, } d'être en anglois, la Cour déboute le
ROMAIN CÔTE', Défendeur, } Demandeur de son action, avec dé-
pens, sauf à se pourvoir.

LOUIS GABON, Demandeur, }

vs.

} Même entrée.

FRANÇOIS KELLY, Défendeur, }

PERRAULT & ROSS, P. B. R.

N. B.—L'Honorable Juge Bowen renvoya plusieurs autres ac-
tions sur le même principe.

Au circuit de Sainte Marie, dans une cause de Louis Mousset,
père, contre Roch Duquette, l'Honorable Juge Kerr, renvoya
l'exception du Défendeur à la forme du Writ qui étoit en fran-
çois, et déclara ce Writ valable.

MONSIEUR

LE pr
tous les
conven
ciaire qu
tre. A
se trouve
que le v
la consi
pays. J
sonnes p
tâche.
gueil et
treprise
tre en p
britannic
opinion
droits, l
traire.
pour me
pour les
à nos pè
roître so
plus pou
dans l'un
nadiens,
de leurs
tous les
citoyens
suadé qu
prendre
en conn
Persuad
possible
affoiblir
système
c'est, au

U RCI,

illet, 1825.

is, au lieu
deboute le
n, avec dé-

P. B. R.

s autres ac-

is Mousset,

r, renvoja

oit en fran-

MONSIEUR,

LE profond respect des Canadiens pour les magistrats et pour tous les officiers publics m'a fait douter quelque temps s'il étoit convenable que je traitasse contradictoirement une question judiciaire que vous aviez décidée, et qui va faire le sujet de cette lettre. A ce sentiment se joignoit encore l'idée de la distance qui se trouve entre un personnage qui occupe un rang aussi distingué que le vôtre, et un individu jeune encore qui n'a d'autres titres à la considération publique, que le désir de se rendre utile à son pays. Je n'ignorois pas d'ailleurs, qu'un grand nombre de personnes plus éclairées que moi, auroient pu entreprendre la même tâche. Je me figurois aussi que quelques uns me taxeroient d'orgueil et de témérité. Parmi ceux même qui regardoient mon entreprise comme louable, il s'en est trouvé qui ont été jusqu'à mettre en problème, si ce n'étoit pas un crime d'état pour un sujet britannique, dans une colonie britannique, de dire librement son opinion sur une matière qui se rattachoit aux plus sacrés de ses droits, lorsqu'un tribunal avoit au nom de la loi prononcé le contraire. Cependant, ces considérations n'ont pas été suffisantes pour me réduire au silence. Le respect de mes compatriotes pour les autorités, reste heureux de l'obéissance passive imposée à nos pères, et le seul de ses effets qui ne devrait jamais disparaître sous l'influence de notre Constitution, sera un motif de plus pour que je ne manque pas au respect qui vous est dû. C'est dans l'unique désir de servir la cause commune de tous les Canadiens, que j'ai pris sur moi, malgré ma jeunesse, la défense d'un de leurs plus importants privilèges, celui du langage, sans lequel tous les autres seroient illusoires. J'aurois laissé la tâche à des citoyens plus capables de plaider cette cause, si je n'eusse été persuadé que leurs occupations ne leur permettroient pas de l'entreprendre. Quant à l'inviolabilité des ministres de la justice, vous en connoissez trop bien la nature pour l'invoquer contre moi. Persuadé de votre intégrité, à laquelle je rends toute la justice possible, je ne prétends jeter aucun blâme sur votre conduite, ni affoiblir dans l'esprit du peuple, sa vénération profonde pour un système de judicature aussi impartial que celui de l'Angleterre : c'est, au contraire, pour en mieux faire sentir l'excellence, que

j'use du droit qu'il garantit à tout homme libre, de manifester librement ses opinions sur tout ce qui tient à sa liberté. Si je le fais à l'occasion d'une décision émanée de vous en votre qualité de Juge, c'est parceque je m'estimerois heureux si, en vous présentant quelques idées auxquelles vous n'auriez pas réfléchi jusqu'à présent, je pouvois vous engager à considérer de nouveau un des points les plus importants de notre jurisprudence, et je n'ai aucun doute que vous ne sortissiez de cet examen parfaitement convaincu que je n'ai pas eu tort de réveiller sur ce sujet l'attention publique. J'ai cru qu'il étoit plus respectueux de m'adresser personnellement à vous : j'y ai été engagé en outre par le désir d'éviter les déclamations vagues de quelques personnes qui auroient pu crier au libelle, si j'eusse parlé à demi-mots, en m'adressant au public en général, et qui n'auront plus rien à dire en voyant que je leur donne assez de prise pour exercer contre moi le recours de la loi, si je l'ai enfreinte.

Je dois dire aussi, Monsieur, que Votre Honneur n'est pas la seule personne que j'aie eue en vue dans ce petit ouvrage. J'ignore jusqu'où s'étend la supériorité que vous attribuez à la langue angloise sur la françoise dans cette colonie, et comme dans les causes que je cite vous ne l'avez déclarée inadmissible dans le writ ou ordre de sommation, que sur une exception spéciale, et que d'ailleurs on ne voit pas dans les registres de la Cour sur quelles bases est fondée une décision si nouvelle, on ne peut savoir quel auroit été le résultat d'une exception à une déclaration françoise ou à toute autre pièce de procédure dans la même langue. En supposant que vous borniez votre opinion au writ duquel seul il est question dans les jugemens sommaires transcrits en tête de cette lettre, je n'apperçois nul autre motif qui ne soit pas commun à toute la procédure, que le langage du Souverain qui est censé sommer lui-même le Défendeur de comparoître, et je répondrai en son lieu à cette objection. Quoiqu'il en soit, comme j'établis mes raisonnemens sur des principes généraux, je ne puis manquer de rencontrer le point d'où vous êtes parti. Ceux que j'aspire en outre à convaincre de la justice de la cause que je défends, sont toutes les personnes de bonne foi qui ne m'auront pas jugé sans m'entendre, et qui sont disposées à ne pas condamner sans examen une discussion dont j'ai tâché de faire consister le principal mérite dans cette modération qui convient à mon âge, et dont on ne devoit jamais s'écarter quand on traite des sujets qui se rapportent au bien public.

J'entre donc en matière, et je fais cette question : quelle doit être la langue juridique d'un pays? La réponse se présente tout bonnement ; c'est la langue du peuple qu'on juge. Ici toutefois d'injustes distinctions politiques tendent sans cesse à faire reconnoître en principe que les Canadiens, dont neuf sur dix au moins n'entendent que le françois, sont obligés de se servir de la lan-

gue a
aucun
qu'on
pales
somm
autre
pour
surtou
sent d
combi
sinuer
sujets
de tou
posan
vues à
crits s
térieur
tice ur
que c
moyen
sont a
aussi é
calcul
je cher
jugés
fins de

Pou
franço
franço
ver qu
tres q
rel à l
a été g
qui les
restrei
seroit
tants
lois civ
cette
Bretag
veau;
1791,
fille a
melle
tée de
le moi
le Roy

gue angloise dans tous leurs actes civils, lors même qu'il n'est aucune des parties intéressées qui ne l'ignore. Entré les raisons qu'on apporte au soutien de cette doctrine oppressive les principales sont les avantages de l'uniformité, la dépendance où nous sommes de l'Angleterre, la supériorité que doit avoir sur toute autre la langue de l'Empire, celle du Souverain. Mon respect pour la vérité m'oblige à ne pas taire que depuis quelques années surtout, presque tous les journaux anglois de la Province ne cessent de présenter ces assertions sous mille formes différentes, et combinées avec des plans de toute espèce, et qu'ils s'efforcent d'insinuer qu'il devroit y avoir dans le pays une classe privilégiée de sujets qui fît la loi aux autres sous le rapport du langage comme de tout le reste. Bien sûr de ne faire que mon devoir en m'opposant à cette prétention, je n'imputerai cependant de mauvaises vues à qui que ce soit. Je veux croire que les auteurs de ces écrits séduits par cette espèce d'instinct, ce désir du bonheur antérieur à tous les raisonnements, ont pris pour la vérité et la justice une fausse lueur qui n'en a que les dehors, et qu'ils ignorent que ce désir vague et exclusif de supériorité ne sanctifie pas les moyens qu'il inspire; moyens qui ne sont légitimes que quand ils sont approuvés par cette grande loi de la nature, l'équité, qui doit aussi être innée dans le cœur de l'homme et y avoir précédé les calculs de l'ambition. C'est en partant de cette loi primitive que je chercherai à prouver l'erreur de ceux qui nourrissent des préjugés contre le libre usage d'une langue qui est légale à toutes fins dans ce pays.

Pour parvenir à ce but, et pour éclairer ceux des Canadiens françois qui doutent de leurs droits au libre exercice de la langue françoise, si toutefois il s'en trouve de tels, je vais tâcher de prouver que les Canadiens, comme hommes libres, et en vertu de titres que la conquête n'a pu leur faire perdre, ont un droit naturel à la conservation de leur langue; que le libre usage leur en a été garanti par la capitulation; qu'il n'est aucune loi subséquente qui les en ait privés; que la Grande-Bretagne n'a jamais prétendu restreindre l'exercice de ce privilège; qu'en le faisant elle s'exposeroit à rendre son gouvernement moins cher aux loyaux habitants de cette Province; que la langue françoise est le langage des lois civiles qui de droit n'ont jamais cessé d'être en force dans cette colonie, parce qu'en nous en rendant l'usage la Grande-Bretagne les a simplement reconnues, et non pas établies de nouveau; que la Constitution libérale qui nous a été accordée en 1791, et qui a mis le sceau aux bienfaits de l'Angleterre envers sa fille adoptive, nous garantit ce privilège d'une manière plus formelle encore, et ne nous a été donnée que pour nous mettre à portée de conserver intacts des droits dont celui du langage n'est pas le moins important; que les habitants de cette Province nés dans le Royaume Uni n'ont aucun privilège à l'usage exclusif de la

langue angloise dans les tribunaux; qu'un semblable privilège tendroit inévitablement à paralyser les effets de notre Constitution, en établissant des distinctions qu'elle n'admet point, entre les Sujets Britanniques du Canada; enfin, qu'un semblable privilège ne se présume pas, parce qu'il équivaleroit à une loi privative calculée tout exprès pour rendre la justice d'un accès plus difficile à tous les sujets de Sa Majesté nés dans la colonie.

Je pose donc comme une vérité reconnue, que les Canadiens sont des hommes libres. Si on leur conteste ce titre à cause de la dépendance où ils sont de la mère-patrie, ou en alléguant la triple forme de son gouvernement sur lequel notre législation a été modelée, je répondrai qu'en parlant d'hommes libres, je n'entends pas désigner cette liberté absolue qu'a le peuple dans les états purement démocratiques, de se gouverner comme il lui plaît sans reconnoître d'autre autorité que sa volonté exprimée par la nation en masse ou par ses représentants; liberté à laquelle les Canadiens ne prétendent pas, parcequ'ils sont jaloux de leur constitution, et qu'une telle prétention lui seroit absolument contraire. Il ne s'agit ici que de cette liberté individuelle, de ces droits réciproques qui font la base de toutes les sociétés policées, qui tirent leur origine d'une source antérieure à tous les pactes, et dont la garantie est l'unique but vers lequel doit tendre tout bon gouvernement, et le seul qu'il puisse décemment avouer. On est libre de cette manière partout où ceux qui ont en main les rênes de l'état ne font pas du reste de la nation l'instrument inerte de leurs caprices ou la muette victime de leur tyrannie; partout enfin où chaque devoir suppose un droit qui en est la récompense, et où toute privation assure à l'individu un bien-être qui pour être commun à tous les membres du corps politique, n'en est que plus conforme à la destination primitive de l'homme. Cette liberté est indépendante des diverses formes de gouvernement: elle peut se trouver dans la monarchie absolue, et les citoyens d'une république peuvent n'en jouir qu'à demi. Elle indique la maturité des nations, dont la décadence sert de voile à son tombeau. Or dira-t-on que l'Angleterre qui fait assez voir par sa supériorité l'excellence de son système politique, ne protège pas toutes les classes des sujets britanniques dans l'exercice le plus étendu de cette liberté inaliénable? Qui avancera que le gouvernement de cette colonie assimilé à celui de l'empire dont elle fait partie, ne doit pas être comme lui la sauve-garde d'un tel privilège? Qui niera enfin que des mêmes causes on ne doive attendre des effets semblables? Si malgré ces raisons quelqu'un pensoit que l'autorité suprême de la Grande-Bretagne fût pour les habitants de cette province un obstacle au but social, le bonheur, auquel ils ne peuvent atteindre sans cette liberté que je réclame pour eux, je lui ferois remarquer qu'il fait injure aux vues libérales de la mère-patrie, s'il ne croit pas que l'établissement de notre constitution ait levé tous les doutes

qu'aur
par le
à l'esc
Voy
vile, e
sont i
oblige
tés po
ensuit
deau
offran
Or les
gue fr
tonne
ceux
l'oppr
dema
"Parl
d'un
arrêt
ler de
votre
parce
er ten
donc
accor
de se
Retou
nière,
réclam
et nou
au m
prouv
et d'y
dans
pour
déma
tégre
de te
dans
la na
thent
core.
donn
peut
N'
pour

privilege
institution,
tre les Su-
privilege ne
vative cal-
us difficile

Canadiens
à cause de
léguant la
gislation a-
es, je n'en-
e dans les
il lui plaît
née par la
a laquelle les
leur cons-
contraire.
droits réci-
qui tirent
et dont la
on gouver-
n est libre
s rênes de
te de leurs
ut enfin où
ense, et où
être com-
plus con-
liberté est
lle peut se
ne républi-
cité des
Or dira-
té l'excel-
classes des
tte liberté
te colonie
it pas être
enfin que
ables? Si
ème de la
un obsta-
ndre sans
quer qu'il
croit pas
les doutes

qu'auroient pu jusqu'alors entretenir à cet égard ceux qui éblouis par le mot de conquête, n'avoient vu en nous qu'un peuple voué à l'esclavage.

Voyons maintenant quels sont les avantages de cette liberté civile, et ses vengeurs lorsqu'on y porte atteinte. Ses avantages sont incontestablement la réciprocité des droits et l'égalité des obligations; ses vengeurs, les lois établies dès l'origine des sociétés pour la protection de tous leurs membres, et perfectionnées ensuite par l'expérience et le besoin, les lois qui ne sont qu'un fardeau inutile quand elles font quelque acception de personnes, en offrant à des citoyens un recours facile qu'elles refusent à d'autres. Or les nôtres rempliroient-elles leur destination sacrée, si la langue françoise cessoit d'être reconnue pour légale? En vain elles tonneroient sur la tête du méchant, en vain elles menaceroient ceux qui s'approprient injustement les biens de leurs concitoyens; l'opprimé seroit sans défense, l'orphelin sans secours; la veuve demanderoit inutilement vengeance contre un infâme spoliateur. "Parlez une langue étrangère, diroit-on à chacun d'eux; servez vous d'un idiôme que vous n'avez jamais appris, pour demander un arrêt que vous n'entendrez pas davantage. On veut vous dépouiller de la dernière ressource de votre famille désolée; il n'importe: votre adversaire a exposé ses prétentions; nous l'avons écouté parcequ'il parloit dans la langue privilégiée, la seule que Thémis entende. Elle est inaccessible à vos pleurs; elle ne peut vous donner pour votre défense que cette audience solennelle qu'elle accorde à tous, et ce n'est pas sa faute si vous vous rendez indigne de ses faveurs, en lui parlant un jargon intelligible pour elle. Retournez vers vos foyers; apprenez y, n'importe de quelle manière, cette langue magique qui décide sommairement toutes les réclamations et abrège toutes les justices. Vous reviendrez alors, et nous vous entendrons. Vous aurez été dépouillé de vos biens, au moyen d'une décision que votre adversaire aura obtenue, en prouvant qu'il vous a sommé de comparoître devant un tribunal, et d'y dire pourquoi il n'étoit pas juste qu'il vous fût substitué dans tout ce que vous possédiez, et que n'ayant rien à alléguer pour votre défense, vous avez jugé à-propos de ne faire aucune démarche. Vous viendrez en vain nous demander de vous réintégrer dans vos propriétés, lorsque, parvenu à force de travail et de temps à déchiffrer les caractères qui vous auront été signifiés dans le cours de la procédure, vous découvrirez votre erreur sur la nature d'un exploit sur lequel on aura établi votre ruine authentique. Le jour des miséricordes est passé, dirons-nous encore. Aujourd'hui nous vous entendons, mais notre décision a donné à votre antagoniste des titres que personne sur la terre ne peut rescinder."

N'est-ce pas en effet de cette sorte que les dispensateurs des lois pourroient apostropher les Canadiens, s'ils ne jouissoient pas du

privilege que je défends? Le meilleur système de judicature est comme toutes les institutions humaines, bien loin de la perfection, et l'expérience de tous les siècles n'a découvert aucun moyen de rendre la justice moins dispendieuse, et l'accès des tribunaux plus facile à la classe agricole, et en général aux classes laborieuses de la société. Or comme il est notoire que dans cette colonie ces classes se composent à-peu-près entièrement de descendants des anciens colons, qui n'entendent que la langue françoise, ce seroit aggraver ces difficultés que de leur ôter l'usage de cette langue, et établir par là une disproportion énorme entre eux, et les personnes établies dans la province depuis la conquête, lesquelles d'ailleurs, résidant presque exclusivement dans les villes, ont déjà l'avantage d'être plus à portée de suivre les progrès de leurs causes. Car nous ne demandons pas à ces derniers de se servir de notre langue dans les procédures où nous ne sommes pas concernés. Or il seroit contre la justice naturelle, pour ne rien dire maintenant de plus, de refuser le même avantage à deux Canadiens-françois qui viendroient solennellement mettre leur différend aux pieds des lois, et de les éconduire préalablement, parceque sans chercher comment il faut parler pour avoir raison, ils trouvent plus simple de s'en tenir à leur vieille méthode, celle de parler de manière à s'entendre.

On sait que souvent les juges eux-mêmes plaignent intérieurement un malheureux qui perd sa cause faute de s'être conformé à des formalités que son peu d'éducation ne lui a pas permis de comprendre. Ce seroit bien pis si on signifioit tous les exploits dans une langue inconnue à la masse générale du peuple. Et cependant on parle de l'ignorance des Canadiens, lorsqu'il se trouve des personnes qui sont d'avis de commencer le grand œuvre de leur instruction, comme faisoit ce musicien de l'antiquité, par leur faire désapprendre ce qu'ils savent d'inutile, leur langue, par exemple. "Qu'ils aient recours," dit-on, "à des gens de loi, à des interprètes, qui dresseront leurs procédures dans une langue légale, où leur feront connoître quelle est la plainte portée contre eux." Mais outre que l'égalité naturelle à laquelle j'ai prouvé leurs droits ne les soumet pas à des difficultés qui n'existeroient que pour eux, est-il bien facile de trouver des interprètes dans les lieux tant soit peu éloignés des villes? N'est-il pas au contraire bien connu que dans la plupart des paroisses qui composent les comtés populeux de Warwick, de Richelieu, de Surrey, de Buckinghamshire, d'Hertford, de Devon, de Cornwallis et de Northumberland, il n'y a pas deux personnes qui entendent et lisent l'anglois de manière à expliquer les termes surannés de la plaidoirie? "Qu'ils aillent trouver des hommes de loi." Mais puisqu'il faudra que ces hommes de loi sachent la langue angloise, ceux des Canadiens qui ne la sauront pas seront donc exclus de la plus noble des professions libérales, quels que soient d'ailleurs

leurs ta
homme
à le dev
à s'acc
qu'elles
attirée
partout
jamais
il pour
seurs n
qu'un s
rait fai
se faiso
droient
à suivr

Voye
enlever
fendu
sous la
leurs b
les vain
de Fra
leur no
avaient
gleterre
heur q
Puisqu
celle d
étoient
que leu
qui ten

Supp
proscri
et selon
droit p
que les
aimé c
cessair
traiter
conven
contre
procéd
sous p

Dès
té son
quérir,
gletern

leurs talents et leurs connoissances. “ Qu'ils aillent trouver des hommes de loi.” Je respecte beaucoup les hommes de loi, j'aspire à le devenir. Médiateurs entre le magistrat et le peuple, ils ont à s'acquitter de fonctions trop relevées, pour ne pas sentir ce qu'elles exigent d'eux. La considération que cette classe s'est attirée dans le pays, prouve qu'elle y est aussi respectable que partout ailleurs, et j'aime à croire qu'aucun de ses membres n'a jamais consacré ses veilles à faire triompher le mensonge. Mais il pourroit arriver qu'un jour quelques uns d'entre leurs successeurs ne marchassent pas sur leurs traces. N'y en eût il même qu'un seul qui dérogeât ainsi à leur intégrité, le mal qu'il pourroit faire seroit irréparable si les procédures et les plaidoyers ne se faisoient qu'en langue angloise, car les clients qui ne l'entendroient pas n'auroient aucun garant de la fidélité de leurs patrons à suivre les instructions qu'ils leur auroient données.

Voyons maintenant si la mère-patrie a jamais prétendu nous enlever notre langue. Nos pères après avoir vaillamment défendu leur sol natal, passèrent par une capitulation honorable sous la domination de la Grande-Bretagne. Leurs personnes, leurs biens et leurs privilèges furent reconnus pour inviolables, et les vainqueurs contents de succéder aux droits de la couronne de France, ne portèrent aucune atteinte à ceux des habitants de leur nouvelle colonie. Ces derniers ne perdirent donc rien; ils avaient même dans le Gouvernement stable et modéré de l'Angleterre, un plus sûr garant de leur tranquillité et de leur bonheur qu'une monarchie affoiblie et sur le penchant de sa ruine.— Puisque leur langue n'étoit pas la propriété du Souverain, mais celle d'eux tous individuellement; puisque leurs privilèges civils étoient demeurés intacts, ils devoient s'attendre en toute justice que leurs nouveaux maîtres ne les priveroient pas d'un langage, qui tenoit de si près à leur bien-être social.

Supposons pour un moment que l'Angleterre ait eu le droit de proscrire notre langue, en vertu de la supériorité de ses armes, et selon les opinions reçues au siècle dernier sur une partie du droit public où, au lieu de raisons, on n'a le plus souvent à citer que les violences du plus fort; si elle ne l'a pas fait, si elle a mieux aimé consulter la justice, en nous conservant tout ce qui étoit nécessaire à notre bonheur, lui contestera-t-on aussi le pouvoir de traiter ses nouveaux sujets avec toute la libéralité qu'elle jugeoit convenable? Que pourroit-on conclure dans cette supposition, contre la légalité de la langue françoise dans le pays, si tous les procédés de la mère-patrie envers nous l'ont confirmée? Laissons parler les faits.

Dès que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique eut porté son attention sur les vastes domaines que l'Empire venoit d'acquérir, dès que la possession en fut assurée à la couronne d'Angleterre par un traité solennel, nos pères virent succéder à des

arrangements provisoires dont on ne pourrait tirer aucune conséquence pour ou contre nous, un gouvernement fixe qui ne faisoit aucune distinction entre les anciens et les nouveaux habitants de la colonie. Cette mesure prouva aux premiers qu'ils pouvoient espérer pour leurs enfants tous les droits dont ils avoient joui, et dont la conservation de leur langue étoit un des principaux. Ce droit ne leur fut nullement contesté. Or si l'usage de la langue françoise en Canada eût été contraire à l'obéissance due à l'Empire, il auroit été formellement défendu, et on auroit employé pour ranger les Canadiens à leur devoir, des actes de rigueur qui auroient été justifiables dans cette supposition. Mais la mère-patrie connoissoit trop bien, comme ses législateurs le connoissent aujourd'hui, que des actes de rigueur pour enlever leur langue aux habitants de la Province, n'auroient été propres qu'à rendre sa domination odieuse à des sujets paisibles et fidèles, qui malgré qu'ils fassent censés jouir de tous leurs privilèges, auroient été de fait par le défaut de recours, étrangers dans le pays qui les avoit vus naître. Le sentiment d'une semblable injustice l'emportant sur la fidélité qu'ils devoient à leurs vainqueurs, ils auroient transmis à la génération présente une haine invétérée contre l'Angleterre. Concentrée pendant quelque temps, une telle haine auroit éclaté tôt ou tard; d'un côté les murmures et la rébellion, de l'autre des actes de force et d'autorité, auroient cimenté une animosité éternelle entre la mère-patrie et une colonie aujourd'hui fidèle, paisible, et importante. Examinons sur quel principe on a continué d'agir envers nous.

L'insuffisance des lois civiles angloises pour le Canada devoit être aisément sentie de tous ceux qui connoissoient tant soit peu l'état de la colonie. Ces lois éparses dans les volumineux statuts du parlement impérial, ou consistant en coutumes qui varioient à l'infini dans les différentes provinces de l'Empire, ne parurent pas de nature à être promulguées, entendues, et appliquées facilement dans un pays où la plus petite partie seulement en auroit été convenable aux circonstances. Les terres étoient sous une tenure différente, et les droits réciproques des seigneurs et des censitaires leur étant conservés, il falloit nécessairement une jurisprudence particulière, d'après laquelle on pût discuter et déterminer ces droits, dont il ne pouvoit pas même être fait mention dans les lois de l'Angleterre. Il eût donc fallu, pour changer les anciennes lois du pays, faire une compilation judicieuse tant dans ces dernières que dans les lois angloises, de ce qui étoit nécessaire et convenable aux besoins et aux intérêts des sujets de Sa Majesté dans le Canada. Mais pour ne léser personne dans la rédaction d'un code tiré de sources si différentes, il auroit été nécessaire de connoître parfaitement les usages et les habitudes des colons nouvellement passés sous la domination de l'Empire, connoissances que les législateurs de la mère-patrie n'avoient pas été à portée

d'acqu
pays s
suppos
juger a
cienne
tribun

Le
connu
mon s
l'usage
reconn
l'admin
ment a
faits p
circon
ces des
les éto
plus é
sens c
cation
parce
depuis
serve
soutien
téristi
force,
quelle
traire
port
dans
les co
suppl
sacré
peupl
klées.
parfai
la Gr
un de
tuer c
qui r
cenda
une la
les lo
celle

Eta
si je
la Co

d'acquérir. D'ailleurs on ne peut changer totalement les lois d'un pays sans donner lieu à beaucoup d'injustices et d'abus, même en supposant la supériorité du nouveau système. La mère-patrie jugea donc équitable, et même nécessaire, de nous laisser nos anciennes lois, et de constituer en même temps dans la colonie un tribunal qui pût les amender ou les changer au besoin.

Le parlement impérial passa en conséquence en 1774, l'acte connu sous le nom d'acte de Québec, qui, pour m'en tenir à mon sujet, est la charte la plus claire qui conserve aux Canadiens l'usage de la langue française. La mère-patrie commence par y reconnoître qu'il n'avoit jusqu'alors été prise aucune mesure pour l'administration du gouvernement civil dans les colonies nouvellement acquises, et que les arrangements provisoires qui avoient été faits pour cette Province, ne convenoient nullement, eu égard aux circonstances et aux besoins de ses habitants; elle remet ensuite ces derniers sous la protection de leurs anciennes lois, telles qu'elles étoient en force avant la conquête, et leur rend de la manière la plus étendue leurs coutumes et leurs usages. Or y auroit-il du sens commun à dire qu'ils devoient demander en anglois l'application de lois entièrement françaises, et qu'on ne leur rendoit que parcequ'ils les entendoient et qu'ils avoient été sous leur influence depuis l'établissement de la colonie? Et quand cet acte nous conserve dans les termes les plus amples nos coutumes et nos usages, soutiendra-t-on qu'il n'y est question que de ces habitudes caractéristiques dont un peuple ne peut pas même être dépouillé par la force, habitudes qui ne sont pas du ressort de la loi, et sur lesquelles les législateurs n'ont jamais statué? N'est-il pas au contraire évident qu'il s'agit dans cet acte des usages qui ont un rapport plus immédiat avec les actions des hommes considérées dans leur relation avec la société, et de ces coutumes qui sont les compagnes inséparables des lois auxquelles elles servent de supplément et de commentaire? Or le plus important, et le plus sacré de ces usages est indubitablement celui par lequel tout un peuple donne les mêmes noms aux choses et les mêmes signes aux idées. Les Canadiens d'alors voyant qu'on cherchoit à établir un parfait équilibre entre leur condition civile et celle des émigrés de la Grande-Bretagne, ne s'imaginèrent certainement pas qu'après un demi-siècle, on méconnoîtroit un acte si positif pour y substituer de ces palliatifs et de ces maximes prétendues universelles qui rendent la justice odieuse; enfin qu'on refuseroit à leurs descendants la protection des lois, parcequ'ils la demanderoient dans une langue qui sert de texte au droit commun du pays, et qui dans les lois postérieures à la conquête a toujours marché de pair avec celle que Votre Honneur lui a préférée.

Établira-t-on, Monsieur, cette dégradation de notre langue, si je puis m'exprimer ainsi, sur l'acte de 1791, qui nous accorde la Constitution libérale dont nous jouissons? Il y auroit de l'ab-

surdité à supposer qu'en nous accordant la faveur la plus signalée à laquelle des sujets britanniques puissent prétendre, on nous eût voulu enlever un droit si essentiel à notre bonheur; qu'en donnant à la population de cette Province une part active dans la formation de ses lois, on ait rendu moins certains les avantages qu'elles lui assurent. Comment proscriroit-on un langage dont on s'est servi autant, et même plus que de l'anglois, dans la Chambre d'Assemblée, et dans le Conseil Législatif, depuis leur établissement?

Ainsi, Monsieur, jamais la Grande-Bretagne n'a restreint dans ce pays la liberté de langage; il seroit peu judicieux de présumer une telle restriction sur des principes vagues, lorsque tous les procédés de la mère-patrie envers nous ont augmenté les franchises de toutes les classes de citoyens dans la colonie. On ne peut nier d'ailleurs qu'on sait très bien au delà de l'Atlantique, que la langue française est usitée dans les deux Chambres du Parlement de cette Province et dans tous les tribunaux. Or si cet usage répugnoit totalement à la Constitution, s'il mettoit l'Empire en danger, ne nous l'auroit-on pas défendu en termes exprès? Cependant bien loin que l'Angleterre nous veuille ravir un droit si clair et si raisonnable, les colonies voisines le reconnoissent, et les requêtes du Haut-Canada contre l'union projetée des deux Provinces, alléguoient entr'autres raisons, l'incompatibilité de langage, et l'injustice qu'il y auroit à priver du leur les habitants de l'une ou de l'autre.

Voici une autre objection. "La langue française, dit-on, n'est pas la langue du souverain; donc puisque c'est en son nom qu'on rend la justice dans tout l'Empire, on ne peut lui faire parler que la sienne propre." Cette difficulté n'est certainement pas très-formidable; c'est une de ces chicanes que la logique bornée des cervelles humaines élève quelquefois au moyen d'un transport d'idées. Car qu'entend-on par la langue du Souverain? Si on veut indiquer celle de l'Empire, par une figure aussi aisée qu'elle est concluante, je me propose d'y revenir en son lieu. Si on entend la langue propre du Roi comme Suprême Magistrat, je nie qu'elle doive être la seule reçue dans les tribunaux, soit dans les plaidoyers et les pièces de procès en général, soit dans l'ordre de sommation où le Roi pourtant est censé parler lui-même. A la vérité Guillaume le Conquérant s'étant emparé de l'Angleterre, y introduisit la langue française; mais je ne veux pas citer un siècle de barbarie où l'on plaçoit la justice dans la force, et le droit à la pointe de cent mille épées; je me contente de demander si Philippe V, placé sur le trône d'Espagne, y a fait rendre la justice en français; si l'allemand est devenu de droit la seule langue juridique en Angleterre, lorsque la maison d'Hanovre a été appelée à y remplacer les Stuarts? Je dirai même par parenthèse que le cas actuel est bien différent, parceque Sa Majesté entend très-bien la

langue
aux ex
en An
Roi d
me Ma
faut pa
approu
verain
pas av
connu
lui son
qu'il le
les ind
comme
fection
istent
est rev
lois ni
autoris
c'est le
lois, d
conco
ont re
leur fi
ces pr
propre
Qu
nérale
mons
d'une
comm
qui se
cette
appel
truit l
Les
pas p
gloise
mand
que l
gale,
tre to
terres
tainer
pour
disting
Roya

langue de ses fidèles sujets Canadiens. Mais je ne me borne pas aux exemples, je remonte aux principes. Qu'est-ce que le Roi en Angleterre? Quels sont ses pouvoirs et ses prérogatives? Le Roi d'Angleterre peut être considéré comme Législateur et comme Magistrat; ce sont deux fonctions très-différentes et qu'il ne faut pas confondre. Comme Législateur il met le sceau aux lois approuvées par les deux branches dans lesquelles le pouvoir souverain réside conjointement avec lui, ou les rejette, s'il ne les trouve pas avantageuses au bonheur de l'état dont tous les besoins lui sont connus. Les lois auxquelles il a ainsi donné son libre suffrage, lui sont ensuite remises en sa qualité de Souverain Magistrat, afin qu'il les fasse exécuter et en répande les faveurs en père sur tous les individus qui composent la nombreuse famille de l'état. Or comme l'administration de la justice ne consiste pas dans la confection de nouvelles lois, mais dans l'application de celles qui existent déjà, c'est comme Magistrat et non comme Législateur qu'il est revêtu de ce sublime pouvoir. Il ne peut donc changer ces lois ni les faire exécuter d'une autre manière que de celle qu'elles autorisent et que leur destination exige. Maintenant si, comme c'est le cas pour ce pays, une partie des domaines de l'état a des lois, des privilèges et des usages que l'autorité royale elle-même a concouru à lui conserver, si une société de sujets de l'Empire en ont reçu la garantie d'un langage nécessaire à leur bonheur et à leur fidélité, il s'ensuit que le Roi ne peut restreindre l'étendue de ces privilèges, ni abolir ce langage, quel que soit d'ailleurs le sien propre.

Quant à la langue de l'Empire, on ne peut nier qu'à parler généralement, ce ne soit la langue angloise; mais puisque nous formons une partie distincte de cet Empire, et que nous jouissons d'une langue inséparable de nos autres droits civils et garantie comme eux, celle de l'Empire ne peut prétendre à l'universalité qui seule entraîne l'exclusion de tout ce qui y répugne. Etablir cette universalité en la supposant, c'est faire ce que les logiciens appellent une pétition de principe et tirer une conclusion qui détruit les bases sur lesquelles on la fonde.

Les habitants de cette colonie nés dans le Royaume Uni n'ont pas pour cela le privilège de ne se servir que de la langue angloise, et ne peuvent refuser de répondre en justice à une demande française. Car nos anciennes lois exigent absolument que la langue dans laquelle elles sont écrites; soit une langue légale, et ces lois sont en force dans la province pour tous et contre tous; il n'est fait d'exception dans l'acte de 1774, que pour les terres concédées en roture libre, et cette distinction n'aurait certainement pas été faite, si ces lois n'eussent dû être obligatoires pour les habitants de toutes les autres parties de la province, sans distinction de naissance ni d'origine. En effet, les émigrés du Royaume Uni en quittant leur sol natal pour venir dans cette

province, ont renoncé à l'influence qu'ils étoient censés avoir dans le Gouvernement général de l'Empire, qui seul a le pouvoir de nous imposer des lois; ils se sont volontairement soumis à celles qui étoient en force dans le pays avant leur arrivée; ils ne représentent pas ici la mère-patrie; elle ne leur a délégué aucun pouvoir spécial, aucune prérogative sur les autres sujets anglois de la colonie. Prétendre le contraire, seroit vouloir qu'une partie des habitants du pays, pût en cette qualité prendre part au gouvernement local, et en même temps exercer en vertu de son origine, une autorité supérieure à toutes les autorités coloniales. Ils n'ont donc pas en vertu de ce titre ou d'aucun autre, le droit de récuser la langue du pays. Ce droit d'ailleurs ne pourroit tout au plus qu'être présumé. Or les présomptions légales sont une matière très-délicate; on n'en fait usage que pour suppléer à la loi en suivant l'ordre naturel des choses; et on n'en tire que des conclusions si évidentes, que ce seroit faire injure à la justice ou à l'intelligence du Législateur, que de supposer qu'il auroit établi le contraire. Nous avons d'ailleurs des droits positifs qui rendent les présomptions inutiles. Certainement il ne faut pas être très-fort en dialectique pour voir qu'une telle présomption donneroit à une faible partie des habitants du pays une supériorité énorme sur la masse de sa population, pendant que la mère-patrie n'a rien épargné pour y faire régner l'égalité la plus parfaite.— Les Canadiens anglois de naissance ne sont pas plus étrangers ici que les Canadiens françois; ils ont les mêmes droits que nous, ils sont protégés par les mêmes lois, et soumis aux mêmes usages; ils ont dû considérer avant de se fixer ici, l'ordre de choses qui y étoit établi. Nous ne leur contestons pas la légalité de leur langage; nous voulons seulement défendre celle du nôtre; il seroit même à désirer pour prévenir toutes les méprises, qu'on accompagnât les pièces de procès d'une traduction avouée, lorsque les parties n'entendent pas la langue l'une de l'autre. Les Canadiens n'auroient aucune objection à le faire, pourvu que le même avantage ne leur fût pas refusé.

Mais je veux pour un moment, Monsieur, que la langue françoise ne soit nullement nécessaire à l'opération de nos lois et à notre condition politique; que l'usage en soit un abus et une violation directe des principes fondamentaux de l'état; que Sa Majesté ne puisse faire rendre la justice à ses sujets dans une autre langue que la sienne; qu'une nation ne puisse être ni grande ni florissante, en conservant la leur aux paisibles habitants d'une colonie qui chérit et respecte son gouvernement: on m'accordera aussi sans doute que si la langue françoise n'est pas légale, elle ne l'a jamais été depuis la conquête; qu'elle fut toujours et quelle est encore politiquement pour nous ce qu'est l'arabe ou le chinois.— Or comment se fait-il que depuis plus de soixante ans des magistrats éclairés aient autorisé un abus si palpable et prononcé dans

une lan
affectoi
quent é
blicas qu
pire d'a
langage
hautes
ques, d
de quel
ternelle

La c
suffisan
vail si
lidité a
et conv
sibles i
Comm
titude
vouleur

Ils f
"Cett
point d
d'adop
terre n
acte de
vec les
règle
prétex
blemer
clavag
teste p
mage
dans s
celle d
conqu
bris de
tous le
oit ob
gyrist
tail de
de l'u
que C
qu'il v
Carth

Ce
la Gr
maître

une langue non reconnue par la mère-patrie des jugements qui affectaient les propriétés de sujets britanniques, et qui par conséquent équivaloient à une spoliation directe? Tous les officiers publics qui y ont participé n'auroient-ils pas été responsables à l'Empire d'avoir mis la patrie en danger, en violant cette uniformité de langage si absolument requise? Vous même, Monsieur, que vos hautes fonctions ont mis si à portée de remédier à de telles pratiques, deviez-vous attendre pour les proscrire la réquisition spéciale de quelques personnes que le joug importun de leur langue maternelle commençoit sans doute à fatiguer?

La conduite de tant d'hommes publics seroit seule une preuve suffisante à la cause que je soutiens, et je bornerois ici mon travail si je n'avois quelques mots à dire de ceux qui sans nier la validité actuelle de la langue française dans le pays, trouvent juste et convenable de ramener les Canadiens par tous les moyens possibles à cette uniformité de langage qui leur paroît si nécessaire. Comme leurs plans ne sont qu'en théorie, ils donnent plus de latitude à leurs raisonnements, et font reparoître sous de nouvelles couleurs les objections que j'ai déjà combattues.

Ils fondent aussi leur doctrine sur l'exemple des Romains:— " Cette sage nation," disent-ils, " n'est parvenue à un si haut point de gloire et de puissance qu'en forçant les peuples conquis d'adopter ses lois, ses manières et surtout son langage; l'Angleterre ne peut mieux s'attacher les Canadiens qu'en imitant cet acte de leur politique." Cette conclusion ne peut se concilier avec les principes équitables d'après lesquels la Grande-Bretagne règle sa conduite. Les Romains ne cherchoient pas même de prétextes aux guerres les plus injustes, et arrachèrent impitoyablement des peuples entiers à leur patrie, pour les réduire à l'esclavage ou les transplanter dans une terre étrangère. Je ne conteste pas au Peuple Romain ses vertus domestiques; je rends hommage à la mémoire de ses hommes célèbres; j'avoue que je trouve dans son histoire plus de traits de véritable héroïsme, que dans celle d'aucun autre peuple ancien; mais je nie que l'esprit de ses conquêtes soit un modèle à suivre. Il fonda sa liberté sur les débris de celle du monde connu, et le titre de barbares qu'il donnoit à tous les autres peuples, montre assez avec quelle justice il se croyoit obligé de les traiter. Les Romains sont leurs propres panégyristes, et leurs victimes n'ont pas transmis à la postérité le détail de leurs injustices. Ils se regardoient comme les maîtres-nés de l'univers, et pour les peindre d'un seul trait, il suffit de dire que Caton, le plus vertueux de leurs citoyens, disoit chaque fois qu'il votoit dans le Sénat: j'opine aussi pour la destruction de Carthage.

Cependant ils ne purent donner leur langue à la Grèce policée, la Grèce savante, qui plus foible par les armes, fut toujours la maîtresse de Rome du côté des arts et des talents. Cependant

quand les barbares envahissoient de toutes parts les provinces romaines, cette même Grèce, qui avoit conservé sa langue, soutint seule pendant des siècles la gloire et le nom de cet empire déchû. Cet exemple prouve qu'il est d'autres liens que celui de l'unité de langage, qui peuvent attacher un peuple à la commune patrie. Ainsi quand l'honneur et le devoir attachent les Canadiens à l'Empire Britannique, quand ils montrent par leur fidélité qu'ils sentent l'excellence de son gouvernement et le bonheur qu'il leur procure, quels principes nouveaux, quelles idées, quels sentiments veut-on leur inculquer au moyen de la langue angloise, que la leur ne puisse rendre fautive d'expressions ou d'énergie?

Qu'on ne dise pas que l'abolition de cette dernière peut s'opérer par des moyens lents et peu sensibles. Je ne citerai pas à des sujets britanniques un exemple trop connu, pour prouver que cette extinction graduelle de notre langue, ou plutôt cette longue agonie de cinq générations, ne formeroit qu'un peuple démoralisé par l'habitude des souffrances, rempli d'aversion pour ses maîtres, et dépourvu de toutes ses vertus privées.

Je termine ici, Monsieur, en répétant que je n'attribue pas à Votre Honneur toutes les opinions dont j'ai tâché de démontrer la fausseté, et, me flattant de n'avoir pas manqué aux égards que m'imposoit votre rang, j'ai l'honneur de me souscrire, &c.

UN ETUDIANT EN DROIT.

Montréal, Novembre, 1825.

provinces
gue, sou-
mpire dé-
ui de l'u-
mune pa-
Canadiens
lité qu'ils
qu'il leur
entiments
e, que la

eut s'opé-
pas à des
uver, que
te longue
émoralisé
s maîtres,

que pas a
lémontrer
gards que
zc.

ROIT.